

L'AVENIR DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE



DOSSIER SPECIAL

« CONVENTIONS REGIONALES »
Du 8 mai

Sommaire :

P 3 :

Introduction : Cadrage politique du débat du 8 mai et du 5 juin

P 5 :

Manifeste d'Europe Ecologie

P 9 :

L'Appel au rassemblement pour les régionales

P 10 :

La motion du Conseil national des Verts de mars 2010 :

La poursuite du rassemblement des écologistes

P 12 :

Adhésion

Introduction aux débats du 8 mai et du 5 juin

De nombreuses contributions ont d'ores et déjà été apportées au débat sur l'avenir d'Europe Ecologie et les conventions régionales du 8 mai sont l'occasion de l'enrichir encore.

Le samedi 5 juin prochain se tiendra à Paris la convention nationale d'Europe Ecologie – le débat, sur la construction de l'avenir de l'écologie politique.

Afin d'aider chacune des régions à participer activement et y porter le fruit de ses propres débats et réflexions, nous souhaitons vous faire parvenir dès à présent les grandes thématiques que nous évoquerons.

Ces questions sont une contribution du groupe 4 d'Europe Ecologie qui ne contredit en rien le fait que chaque région adapte ces thèmes.

1- Quelle forme doit revêtir l'écologie politique ?

La forme « parti » traditionnelle est manifestement en crise. Les partis de militants et de cadres à vocation généralistes sont peu à peu remplacés par des mouvements d'opinion se traduisant par des coalitions électorales autour de personnalités portées par les sondages et les médias et ne sont plus structurés autour d'un projet collectif. Il faut trouver une autre forme de dialogue avec les citoyens, les syndicats, les associations et les ONG. Redonner du sens à la politique c'est d'abord faire société.

La question pourra être déclinée en plusieurs points :

- Structuration nationale/locale : fédération, parti, mouvement à caractère mixte, réseau, autres, ...
- Fonctions : passage de la fonction classique d'un parti (sélection des candidat-e-s et participation aux élections) à une diversité d'actions (éducation populaire, formation, réflexion, élaboration du projet)
- Quelles formes d'engagement/participation pour les citoyens ?
- Quelles modalités de prise de décisions ; faut-il les différencier selon l'objet du débat ?

2- Quelle forme de partenariat entre la société (citoyen, association, ONG, syndicats...) et le mouvement politique de l'écologie ?

Quels sont les outils qui permettront la mise en œuvre de ce partenariat (maison de l'écologie, états généraux, parlement, réseaux sociaux...) ?

3- Quelles modalités de désignation des candidat-e-s aux différentes élections (cantonales, sénatoriales, législatives, présidentielles...) ?

La question pourra être déclinée en plusieurs points :

- Méthode : comment les choisit-on ?
- Périmètre : parmi qui les choisit-on (vivier) ?
- Qui participe à la désignation (primaires, militants, adhérents,...) ?

4- Comment construit-on le projet écologiste ?

La question pourra être déclinée en plusieurs points :

- Format : co-élaboration, élaboration interne, décision consensuelle, conventions thématiques régionales et/ou nationales...
- Périmètre : inclusion des partenaires, des citoyens...

Les Etats généraux de l'emploi et de l'écologie pourraient illustrer une nouvelle méthode d'élaboration (<http://www.etatsgenerauxemploiecologie.net/>).

5- Qu'est-ce qu'un projet d'écologie politique autonome ?

- Comment affirmer l'autonomie du projet écologiste au quotidien, dans les médias, lors des campagnes électorales, dans les négociations avec nos partenaires, dans les entreprises, les institutions, les quartiers populaires,... ?
- Quelle stratégie pour affirmer la présence des écologistes lors des élections nationales de 2012 et assurer la création d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale et au Sénat ? Faut-il, dès à présent, construire une alliance prioritaire avec des partenaires politiques? Si oui, laquelle et comment?

Nota bene

Les conventions régionales du 8 mai ont été pensées comme un moment particulier de réflexion et d'échange sur l'écologie politique et son devenir avec les militant-e-s/sympathisant-e-s et se veulent interactives.

Le Manifeste d'Europe Ecologie

Changer d'ère

L'histoire est en suspens car la déraison s'est emparée du monde.

Comme en témoignent brutalement les dérèglements des mécanismes financiers, la croissance de la famine, l'aggravation des inégalités ou l'emballement du bouleversement climatique, l'humanité s'est mise en situation de perdre la maîtrise de son destin. Nous sommes parvenus à ce moment-clé où tout peut basculer, jusqu'à l'irréversible, ou, au contraire, favoriser un sursaut pour construire une nouvelle donne dont l'Europe devienne le creuset.

Soit la trajectoire d'effondrement dans laquelle s'inscrit la mondialisation du tout marché et de la prédation aveugle se prolonge, et l'on verra la conjonction des crises - écologique, énergétique, alimentaire, financière, économique, sociale, identitaire - précipiter la planète dans **une régression sans précédent** ; soit les sociétés humaines se ressaisissent, refusant la spirale de l'excès, des fractures sociales et du découplage avec la nature, et alors surgiront les forces porteuses des réformes nécessaires pour échapper au chaos et tracer **l'horizon d'une nouvelle espérance**.

Il est urgent de se rassembler pour y concourir. Ni demain, ni peut-être. Maintenant et résolument !

Ne rien faire ouvrirait la porte à des politiques autoritaires pour gérer les pénuries ou les conséquences des migrations d'origine climatique. Agir, c'est éviter la barbarie pour choisir la civilisation.

Nous n'avons plus le temps. Tous les indicateurs sont au rouge. **Notre modèle de développement est pulvérisé par les faits !** Aveuglé par l'idéologie de la croissance sans limites, dopé par le laisser-faire du libéralisme, le système productiviste fonce tout droit vers la catastrophe, tel un bateau ivre. Partout l'insécurité sociale grandit. Le progrès perd son sens au profit d'une montée de l'insignifiance et d'une destruction du vivant. L'humanité avance vers son désert.

D'autres orientations économiques et sociales s'imposent. D'autres choix de société sont indispensables. Une autre politique est possible: celle de la responsabilité. Le devoir d'équité universelle, l'attachement au vivant sous toutes ses formes, la nécessité de réduire l'empreinte écologique sur les ressources et les équilibres naturels commandent de changer d'ère. Il faut entrer sans plus tarder dans un nouveau monde, celui d'**une profonde mutation écologique et sociale de civilisation**. Celle-ci s'appuiera sur les valeurs de sobriété, de mesure et de modération, de partage, de solidarité et de démocratie, a contrario des aliénations marchandes et des violences économiques qui contaminent les écosystèmes, destructurent les sociétés, écrasent les diversités culturelles et broient les individus dans la compétition du toujours plus et les frustrations permanentes.

Comment construire une alternative au désenchantement du monde ? Comment **rendre désirable un changement** basé sur l'épanouissement personnel et le mieux être collectif ? Nous proposons un choix : celui d'une régulation des activités tournées cette fois vers l'humain et la réconciliation avec la nature.

*

* *

D'abord, il faut rompre ! Rompre avec cette logique autodestructrice. Rompre avec les impostures de l'accompagnement social et écologique d'un système condamné ; rompre avec les illusions qui tentent seulement d'en corriger les débordements et qui s'épuisent à réguler l'irréversible ; rompre avec le fatalisme qui conduit à s'accommoder d'une situation douloureuse pour la majorité des hommes et des femmes de la planète et pour l'avenir de nos enfants. Nous ne sortirons pas de l'impasse par des faux semblant, en ânonnant des adaptations à la logique dominante ou à coups de timides ajustements sectoriels.

Rompre, c'est **s'en prendre enfin aux racines**, au sein du système économique et social comme au coeur de nos pratiques individuelles ; c'est modifier l'architecture de la mondialisation aussi bien que transformer l'imaginaire de chacun. Agir sur les structures de nos sociétés et travailler en même temps à une insurrection des consciences, voilà les deux défis à relever pour éviter une désagrégation tout azimut et, au final, la défaite de l'homme.

L'urgence commande donc de réunir les conditions collectives pour que la trajectoire humaine s'engage sur une autre voie. Autre projet de société, autre modèle de civilisation... le chemin passe par **la refondation progressive et pacifique de nos manières d'être et de vivre**, ensemble et individuellement.

Ni surenchère utopique, ni ivresse révolutionnariste, l'objectif que nous devons poursuivre consiste à ouvrir les pistes d'un horizon émancipateur, redonnant sens au progrès et consistance à l'espoir. Nous n'affichons ni lendemains qui chantent ni programmes miracles. Nous affirmons seulement un autre choix : **celui d'une nouvelle régulation**, fondée sur l'impératif écologique et social, dont la déclinaison devra être établie démocratiquement dans chaque domaine impliquant la communauté humaine. Notre démarche consiste à opposer pied à pied des alternatives aux logiques destructrices et spéculatives, à trier entre ce qui est possible et ce qui ne l'est plus, à rassembler les énergies pour que la société s'engage dans une transition vers un monde qui, à défaut d'être parfait, restera viable pour tous et se montrera plus juste au plus grand nombre.

*

* *

L'enjeu est tel et son urgence si prégnante que nous ne pouvons plus consentir à la tradition des jeux de rôle auxquels la représentation politique se complaît, avec ses rabâchages traditionnels qui pétrifient le futur et ses crispations claniques qui dévalorisent les consciences. Quelques soient leurs référentiels idéologiques, les partis politiques dominants bégaient devant les défis du nouveau siècle, refusant l'obstacle du grand tournant nécessaire. **Ils restent liés à un type de développement insoutenable**, fondé sur le mythe d'une progression exponentielle des richesses et, au final, sur le diktat absurde de la croissance pour la croissance. Chacun à leur façon, ils persévèrent dans la reproduction de mécanismes de plus en plus aliénants.

Par conséquent, le verrou que les forces politiques dominantes imposent à la société doit être débloqué. La plupart des politiques ne sont pas en phase avec le temps de la rareté qui s'annonce. Ils sont les produits d'une époque révolue au cours de laquelle, de la Révolution industrielle aux Trente Glorieuses, la croyance folle en l'abondance inépuisable s'installa. Elle consacra la domination de l'avoir sur l'être et de l'économique sur le politique.

La matrice commune des partis politiques, forgée au culte de la croissance infinie et à tout prix, imprégnée de dévotion scientifique et de bigoterie technologique, **les rend sourds aux interpellations de la modernité**. C'est pourquoi ils ont obstinément nié les alertes lancées depuis trente ans par les écologistes. Vivre avec son siècle consiste aujourd'hui à prendre conscience que l'âge du gaspillage et de l'inconséquence est terminé, que l'autorégulation du marché est un mirage, que la réalité est désormais surdéterminée par la crise écologique et l'approfondissement des inégalités sociales.

Parce qu'ils entendent continuer de conduire l'avenir avec leurs promesses obsolètes et leurs réflexes sclérosés, ce sont ces partis hors d'âge qu'il faut maintenant contester, électoralement et démocratiquement.

Nous ne nous résoudrons jamais au futur que le fondamentalisme marchand et l'aveuglement des inconditionnels de la démesure dessine : un apartheid mondial dans la répartition des ressources et la destruction de la nature.

*

* *

C'est pourquoi il s'agit de développer un nouvel espace politique au sein duquel ceux et celles qui se rassemblent dans leur diversité traceront la perspective d'un nouveau projet de société. Celui-ci n'est pas hors d'atteinte. Il repose sur l'aspiration grandissante des populations à vivre autrement que dans l'accumulation, le factice ou les dettes et sur la montée de l'exigence citoyenne pour une répartition équitable des richesses et un juste échange entre les peuples.

Ce **modèle alternatif** n'est inscrit dans aucun dogme ni bréviaire, même s'il est attaché aux meilleures traditions humanistes, en particulier l'opposition radicale au racisme, à l'antisémitisme, au sexisme et à toute forme d'ostracisme et de domination. Il se construira pas à pas, à partir des besoins de bientôt sept milliards d'individus, de l'intérêt collectif des peuples de la terre, de la protection des biens communs et de l'extension des services publics, du partage des ressources et du respect des équilibres du vivant. Il se fondera sur les valeurs de justice sociale et de solidarité planétaire, de sobriété et de conscience des limites, de droits humains et de dialogue démocratique. Il orientera progressivement les activités vers une réduction de l'empreinte écologique, impliquant de nouvelles façons de consommer, de produire, de se déplacer, de travailler, d'échanger, d'innover, d'habiter les villes et les territoires et de faire ensemble société. Il encadrera rigoureusement les mécanismes du marché et leurs prolongements financiers. Il stimulera la recherche scientifique et la créativité industrielle selon une perspective compatible avec les besoins réels et les limites de la biosphère.

A nouveau projet de société, nouvelle régulation économique et sociale. Il s'agit de penser l'organisation de la société selon le **principe de durabilité**, intégrant à la fois l'impératif écologique et celui de la justice sociale : durabilité des ressources et des équilibres naturels, durabilité, dans leur diversité culturelle, des systèmes économiques de demain, des contrats sociaux et des modes de vie. Autrement dit, il s'agit d'engager des réformes incompatibles avec l'hégémonie productiviste et consumériste qui précipite les dégâts écologiques et sociaux à coups de dérégulation, de financiarisation, de marchandisation et d'uniformisation.

Nous en connaissons les principaux instruments qui feront l'objet de la plateforme électorale des listes Europe Ecologie : décroissance des flux de matière et d'énergie sans recours au nucléaire ou aux agrocarburants, nouvelle donne économique basée sur la proximité des échanges, les énergies renouvelables et la fonctionnalité qui privilégie l'usage des biens à leur achat, nouveaux indicateurs de richesse, encadrement du marché selon des critères écologiques et sociaux, contrôle des mécanismes financiers, renforcement de l'économie sociale et solidaire et des services publics (services d'intérêts généraux selon la terminologie européenne) dans les secteurs clés de la vie collective (énergie, transports, santé, logement, éducation, télécommunications, solidarité sociale), mise en place d'une fiscalité intégrant le juste prix écologique et réorientant les comportements et les investissements, sanctuarisation des biens communs de l'humanité (l'eau, l'air, les fleuves, les océans, les ressources halieutiques, les forêts, les zones humides et les sols), protection de toutes les espèces du vivant, encouragement au travail paysan et aux agricultures respectueuses des terroirs, de l'environnement et de la santé, refus de la brevetabilité du vivant et des risques de contamination par les OGM ou les pesticides, modification d'un aménagement du territoire axé sur l'étalement urbain et la sectorisation, réorientation de la mobilité des hommes et des marchandises vers les moyens de transports doux, le rail et les voies d'eau, mobilisation de la recherche scientifique pour favoriser les applications technologiques à la mutation écologique, coopération et co-élaboration avec les pays du Sud, droit à la souveraineté alimentaire, développement des relations internationales sur la base de l'apaisement des conflits, défense des droits fondamentaux de la personne (droit d'asile, droit de vote aux résidents issus de l'immigration...) et des libertés individuelles, extension de la démocratie par les voies participatives, renforcement des pouvoirs de la justice vis-à-vis des paradis fiscaux et des pratiques mafieuses, respect des territoires et des identités culturelles dans le cadre d'une Europe fédérale, réduction du temps de travail parallèlement aux gains de productivité...

*

* *

Un nouvel espace politique porteur d'une nouvelle politique de régulation ne peut se concevoir d'emblée qu'à l'échelon européen puisque **l'Europe est notre famille**, et sans frontières puisque le monde est notre village.

L'Europe doit d'abord agir sur elle-même. Elle a puisé dans ses ressources naturelles et mis à sac celles de ses anciennes colonies pour construire sa puissance. Aujourd'hui encore, elle prélève plus de ressources qu'elle n'en dispose. Son empreinte écologique, comme celle de l'ensemble des pays industrialisés, excède la capacité biologique de la planète. En moyenne, chaque habitant de l'Union européenne utilise au moins deux fois plus de surface productive que la biocapacité réelle disponible. La réduction de cet impact destructeur constitue une priorité incontournable.

De la même façon, l'Europe doit payer sa dette. Son développement économique, comme celui des autres pays industrialisés, s'est effectué au prix d'un renforcement de l'effet de serre global et d'un prélèvement massif de ressources mondiales. Elle est ainsi devenue un débiteur écologique majeur vis-à-vis du reste du monde. Cette dette engage l'Union européenne dans son rapport aux pays du Sud. Ceux-ci doivent pouvoir compter sur elle.

L'Union européenne, malgré les aléas de sa construction et des pratiques trop souvent technocratiques, a bâti un espace de paix et de coopération entre les vingt-sept Etats et les quatre-vingt-trois peuples qui la composent. Elle a su s'interposer comme une force de conciliation dans les conflits. **C'est un formidable acquis**, une histoire positive, à rebours des visions archaïques ou souverainistes qui imprègnent encore ce continent qui était celui des guerres. Des cultures différentes démontrent qu'elles peuvent vivre ensemble et s'enrichir mutuellement dans un monde déchiré par la violence multipolaire et les replis nationalistes et communautaristes.

C'est aussi grâce à l'Europe que des questions vitales ont pu échapper au carcan des intérêts et des égoïsmes nationaux et trouver des débuts de réponse allant dans le sens de l'intérêt général. L'Europe a su par exemple se placer à l'avant-garde dans la lutte contre le réchauffement climatique et les objectifs du paquet énergie-climat sont les nôtres, l'Europe a su mettre en oeuvre une protection efficace des espaces naturels sur son territoire, l'Europe a eu le courage d'imposer le début d'une réglementation contraignante à l'industrie chimique...

Plus que jamais, nous avons besoin d'Europe : parce que c'est au niveau européen que se prend aujourd'hui la majeure partie des décisions politiques, touchant à tous les aspects de la vie des citoyens, parce qu'elle constitue notre meilleur socle pour répondre aux enjeux de l'époque et lancer des politiques transnationales ambitieuses, parce qu'elle pourrait être le meilleur défenseur des droits sociaux et de l'environnement et opposer un modèle de société alternatif à celui de la mondialisation libérale, parce que nous sommes convaincus que les Etats-nations n'offrent qu'une réponse de plus en plus partielle et inadaptée aux risques globaux auxquels nos sociétés sont confrontées.

Mais l'Union européenne n'apparaît plus comme une entité capable de réguler les équilibres mondiaux selon des critères de justice sociale et d'environnement. Ses dérives libérales tendent à l'assimiler à un simple épiphénomène d'une globalisation chaotique, voire même à un accélérateur de celle-ci.

D'autant plus que les peuples boudent l'Europe parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans ses institutions sans visage. Comment s'en étonner, dès lors qu'on leur parle surtout de compétitivité et de concurrence, comme si le marché pouvait à lui seul tenir lieu d'horizon ? L'Europe est plus présente dans leur vie pratique que dans leurs cœurs. Ils attendent légitimement un projet qui les fédère et leur ouvre l'horizon.

Le moment est venu pour que les Européens s'emparent et s'identifient à la perspective politique d'une Europe solidaire et durable. En installant la mutation écologique et sociale comme colonne vertébrale de la communauté de destin des peuples européens, l'Europe deviendrait le moteur d'un nouveau foyer de civilisation.

Soyons lucides mais n'ayons pas peur. La crise globale qui menace la civilisation humaine peut être surmontée. Sauf à consentir honteusement au désastre, l'humanité se trouve dans l'obligation de réagir et de changer de cap. Elle en a les moyens. Il lui manque l'objectif. L'intensité de la crise offre paradoxalement **une opportunité historique de jeter les bases d'un nouveau monde** en puisant dans les meilleures valeurs du patrimoine humain, de mobiliser les intelligences et les énergies pour encourager leur créativité, de rénover la démocratie et de réhabiliter la politique.

Avec l'Europe écologique et sociale, nous avons l'occasion de reprendre en main notre destin pour vivre mieux. A nous tous de la saisir !

L'Appel au rassemblement pour les régionales

26 Eco-Régions pour construire l'avenir

Aux dernières élections européennes, les Françaises et les Français ont démontré qu'ils étaient prêts à répondre à la double urgence environnementale et sociale, et à s'engager dans la construction d'une autre société, écologique, apaisée et solidaire.

A présent, il s'agit de démontrer concrètement que la transformation écologique de la société n'est pas seulement nécessaire, mais possible. Il s'agit d'incarner l'espoir, en faisant de nos 26 régions autant de modèles d'éco-régions. Il s'agit d'inscrire durablement le progrès de l'humanité dans une trajectoire écologique, en rupture avec la course à la démesure et au profit qui conduit au déclin économique et à la régression sociale.

La crise économique mondiale n'est pas finie et les urgences sociales et écologiques demeurent. Elles deviennent même chaque jour plus dures, plus évidentes. Il est impensable de les hiérarchiser ou de vouloir traiter les unes sans les autres. Sans attendre d'hypothétiques solutions venues d'en haut, le temps est venu de procéder à des révolutions par le bas, en inscrivant les choix d'avenir dans les territoires, là où les décisions politiques rencontrent la vie quotidienne et s'appliquent au plus près des préoccupations de chacun.

Les élections régionales de mars 2010 offrent une occasion de mettre en œuvre, à l'échelle de chaque bassin de vie, la nécessité de la transformation écologique de notre société. Transports, logement, formation et emploi, environnement, santé, culture, les conseils régionaux interviennent au cœur même de notre vie quotidienne, façonnent notre habitat, aménagent notre territoire. Les régions sont un espace privilégié d'initiative pour changer le monde et la vie. Suppléant, sans en avoir toujours les moyens, les carences d'un État centralisé souvent aveugle aux réalités locales, nos régions sont le lieu stratégique pour imaginer et mettre en œuvre de nouvelles politiques publiques de proximité et permettre de relocaliser l'économie.

Partout en France métropolitaine et en outremer de nouveaux espaces de vie, respectueux des singularités culturelles, peuvent surgir.

Depuis deux décennies la France est soumise à un processus de déménagement du territoire : dilution du lien social à mesure que recule le maillage des services publics, érosion de la biodiversité, saccage des paysages, infrastructures destructrices, désertification de territoires ruraux, de l'agriculture paysanne, planification urbaine inégalitaire et centrée sur l'automobile, mise en concurrence inégalitaire entre les territoires... En 2004, malgré la très large victoire de l'opposition et en dépit des efforts des élus écologistes, l'absence d'un projet fédérateur, de volonté commune et d'actions concertées, a conduit les baronnies locales à se contenter de gérer sans accompagner, sans anticiper sur l'avenir ni engager la transition vers un autre modèle de développement.

Cela doit changer, il est temps de réveiller nos régions ! La France ne peut rester le dernier Etat centralisé d'Europe. Il faut une nouvelle et véritable politique de renforcement des pouvoirs des régions, car c'est à leur échelle que peut s'affirmer la maîtrise d'un développement à visage humain. Elles en ont le pouvoir et les compétences dans les domaines essentiels comme l'économie, l'emploi, la formation, les transports, l'urbanisme, l'aménagement du territoire, la culture ou la solidarité. Ces éco-régions peuvent devenir des fers de lance pour imaginer et conduire concrètement de nouvelles politiques publiques d'intérêt général.

En réunissant des femmes et des hommes aux parcours divers et aux compétences reconnues dans un projet commun de changement social et écologique, le rassemblement Europe-Ecologie remet la politique au cœur de la cité. Pour transformer les inquiétudes en espoir et traduire l'espoir en actions concrètes.

Inscrites dans l'esprit de rassemblement et d'innovation des élections européennes, les listes Europe-Ecologie se présentent en toute autonomie, pour convaincre les citoyens de la nécessité d'un vote écologiste d'ampleur qui permettra de construire dans chaque région des majorités déterminées à engager des changements radicaux. Enfin, les listes Europe-Ecologie porteront aux élections régionales de 2010 un message à la fois régional et européen, car chacune de nos régions s'inscrit dans un espace collectif politique plus large, celui de l'Europe.

La campagne des européennes 2009 et l'ampleur du succès d'Europe-Ecologie ont démontré avec force que le renouvellement de la vie politique française était déjà en marche. Face au libéralisme déshumanisant et à la droite décomplexée incarnée par Nicolas Sarkozy, portons ensemble un projet novateur et crédible pour une majorité de rupture et de refondation.

Un projet politique alternatif qui embrasse et répond à la complexité des défis du XXIe siècle.

Un projet de civilisation.

La motion du Conseil national des Verts de mars 2010 : La poursuite du rassemblement des écologistes

Intervention de Cécile Duflot et texte de la motion votée à l'unanimité du conseil national des Verts de mars 2010

Affirmation de l'écologie politique, forte abstention, notamment dans les quartiers populaires, et rétablissement électoral du Front national..., les résultats des dernières élections régionales confirment la prise de conscience citoyenne croissante de la crise écologique dans un paysage de crise démocratique et sociale. Ils marquent un désaveu pour Nicolas Sarkozy et une défaite sans appel pour la politique du gouvernement marquée par la casse sociale et environnementale, la protection des privilèges et des choix sécuritaires.

La responsabilité de l'écologie politique est immense après les élections européennes et régionales. Nous devons poursuivre et approfondir le rassemblement engagé et construire une alternative écologique, humaine et sociale à la droite au pouvoir.

Les élections régionales de mars 2010, neuf mois après les élections européennes, confirment la place de l'écologie politique dans le paysage politique français.

Avec 12,3% des voix représentant 2 millions 400.000 électeurs au premier tour, le rassemblement Europe Ecologie s'affirme comme troisième composante politique du pays, et la deuxième force à gauche, composante pivot du rassemblement de la gauche et des écologistes.

Ce beau résultat ponctue le long travail engagé par les écologistes depuis la candidature de René Dumont à la présidentielle de 1974 et marque un tournant : l'écologie politique s'avère pour nombre de citoyennes un vrai projet de société.

Dans le large succès du rassemblement de la gauche et des écologistes au deuxième tour, Europe Ecologie Les Verts ont pris toute leur place. Ce sont plus de 260 conseillères écologistes qui ont été élues. Dans les exécutifs des assemblées, les représentantes d'Europe Ecologie seront en charge de responsabilités élargies.

La démarche de rassemblement initiée pour les élections européennes a ainsi prouvé ses effets bénéfiques. Elle s'est traduite par la participation de responsables du mouvement associatif, de responsables politiques venues, outre des Verts et de certains partenaires de Régions et peuples solidaires (RPS), d'autres horizons que celui de l'écologie politique, de personnalités emblématiques engagées depuis des années dans des combats sociaux, sociétaux et des droits humains.

Véritable métissage de cultures et de pratiques différentes, Europe Ecologie a porté haut et fort des valeurs et des enjeux dans lesquels les Verts se reconnaissent : l'autonomie, la solidarité et la responsabilité - car elles sont au fondement du projet écologiste; citons :

- > La défense de la biodiversité et du vivant, instaurant un rapport respectueux et non violent entre l'être humain et la nature et excluant l'exploitation mercantile
- > Le rejet du productivisme et de la croissance mythifiée, qui ne tiennent pas compte du caractère limité des ressources de la planète
- > Le combat contre la fausse et dangereuse solution que constitue le développement du nucléaire reste d'une totale actualité à l'heure de la crise énergétique
- > La remise en cause du libéralisme économique fondée sur la reconnaissance de biens communs inaliénables par des intérêts particuliers et par la logique marchande. Les crises économiques et financières successives en Europe et dans le monde en démontrent l'effet nocif. Les écologistes veulent réhabiliter des politiques publiques fortes en restaurant notamment un contrôle public collectif sur les flux financiers - et s'attaquer radicalement à toutes les inégalités et à l'injustice sociale
- > L'affirmation du féminisme comme valeur émancipatrice pour les femmes comme pour les hommes, qui trouve ses concrétisations dans le travail, dans la vie quotidienne, et dans la vie publique, notamment avec le principe de parité

- > La culture de paix et de non violence, de nouvelles relations nord sud fondées sur la solidarité, la coopération internationale, l'engagement dans la construction européenne, le respect des minorités et la réalisation d'une société ouverte et émancipatrice où chacune riche de ses différences construit le vivre ensemble. Cela passe par une lutte contre le racisme, et contre toutes les discriminations, - qu'elles soient liées au sexe ou genre, à l'orientation sexuelle, à l'origine, à l'âge ou au handicap... - par l'égalité de toutes, par le droit à la dissidence de son milieu
- > Le fédéralisme, et un renouvellement des pratiques politiques pour une amélioration de la démocratie - participative et représentative - comme visions du fonctionnement des institutions publiques et comme principe d'organisation politique ;
- > La Solidarité: le partage des richesses est un facteur de lien social de nature à préserver la dignité humaine. Elle doit s'exprimer entre les peuples, entre les générations, entre les territoires, entre les travailleurs
- > La politique autrement: non cumul des mandats, parité des exécutifs, proportionnelle respect des minorités, majorités au consensus ou qualifiées. L'ensemble de ces valeurs sont des volets indissociables de notre vision du monde

L'écologie politique est une alternative en termes de programme et d'organisation. Elle l'a plu que jamais prouvé en se présentant de manière autonome tant aux élections européennes qu'au premier tour des élections régionales. Cependant, elle ne confond pas sa droite et sa gauche. Elle s'oppose radicalement à la politique de caste et de casse sociale du gouvernement actuel, tandis qu'elle mène avec ses partenaires de la gauche le débat politique et stratégique nécessaire, parfois âpre, pour construire les meilleures synthèses et notamment lorsqu'il s'agit de gérer les institutions. Parce que la conscience écologiste s'amplifie, et qu'un nombre croissant de citoyennes a fait confiance aux écologistes, nous devons être à la hauteur des attentes.

Notre projet, déjà développé lors des deux dernières séquences électorales, et dont la crédibilité s'affirme progressivement, appelle une co-élaboration renforcée quant à son actualisation et son approfondissement. Enfin, dans la perspective d'une alternative durable la politique productiviste et antisociale, l'inscription des solutions écologistes au coeur d'un projet de transformation est aujourd'hui fondamentale.

Ces questions interpellent aujourd'hui le rassemblement Europe Ecologie auquel il appartient de continuer de participer à une élaboration constante du projet, de décider de son avenir et du rôle qu'il entend jouer à l'échelle nationale. Doublement attachés à la démocratie, parce qu'elle est au coeur du projet de société et la seule modalité de fonctionnement envisageable; convaincus de la nécessité de poursuivre la dynamique et de construire une force politique capable d'assumer dans les meilleurs délais les défis et enjeux; Les Verts souhaitent que toutes celles et tous ceux qui se sont engagées ou se reconnaissent dans le processus du rassemblement puissent exprimer leurs attentes, participer et décider de l'avenir de l'écologie politique. Dans cet esprit, en concertation avec le CAP, le CNIR des Verts propose au débat du rassemblement le calendrier suivant:

> 8 mai: La tenue, partout en France de conventions régionales de l'écologie politique permettront aux militantes et partenaires du processus de tirer les bilans de la séquence qui vient de s'achever, d'engager les premiers débats sur l'approfondissement du projet et les organisations souhaitables. Ces conventions seront organisées par les CAPr (comités d'animation politique régionaux) éventuellement réactualisés régionalement dans le respect de la charte des CAPr. Elles seront précédées par de nombreux débats communaux et départementaux organisés par les parties prenantes et comités locaux du rassemblement. Pour préparer ces conventions, des animateurs du CAP (actualisé) sont prêts à se déplacer en région en amont ou le jour même. Le 5 ou 6 juin sera organisée une réunion nationale à la suite de ces conventions régionales dont le CAP aura recueilli les propositions. Lors de cette réunion seront définies les modalités d'organisation des assises de l'automne ainsi que leur périmètre politique.

> Fin août : Pendant les Journées d'Eté des Verts et d'Europe Ecologie, une à deux journées seront consacrées à la poursuite du rassemblement sous forme de plénières et d'ateliers. Les résultats du questionnaire lancé en avril auprès des signataires d'Europe Ecologie seront rendus publics et analysés à cette occasion. Seront débattues dans le détail les formes d'organisation future et les modalités de décision des assises. Seront approfondis le projet et le socle commun du rassemblement de l'écologie. À l'automne 2010*: L'organisation d'Assises de l'Ecologie Politique sur le projet et sa structuration. À cette occasion, pourront être abordés les premiers éléments stratégiques des échéances à venir.

Le CNIR mandate le groupe de travail sur la poursuite du rassemblement constitué par le CNIR du 7 février pour assurer le suivi du calendrier ci-dessus et permettre la cohérence de l'animation entre les Verts et les instances d'Europe Ecologie.

* Les procédures de validation des Verts devront être définies au CNIR des 19 et 20 juin.